

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 20 novembre 2014

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

40 2014.RRGR.751 Motion 149-2014 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) Procédures de planification des parcs éoliens

N° de l'intervention: 149-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 15.07.2014
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole)
Graber (Horrenbach, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 04.09.2014
N° d'ACE: 1291/2014 du 29 octobre 2014
Direction: JCE

Procédures de planification des parcs éoliens

Le Conseil-exécutif est chargé de simplifier la procédure de planification des parcs éoliens comme suit :

1. Lors de l'analyse de rentabilité, la vitesse moyenne du vent est l'unique critère de sélection des territoires à intégrer au plan directeur cantonal.
2. Les frais d'équipement et le coefficient éolien ne font quant à eux pas partie des critères de sélection des territoires potentiels retenus dans le plan directeur cantonal.
3. Les procédures liées au plan d'affectation et à l'autorisation seront écourtées de sorte à rendre la réalisation des éoliennes deux fois plus rapide qu'aujourd'hui, passant de dix à cinq ans en moyenne.

Selon sa stratégie énergétique, le Conseil fédéral veut accroître la production d'énergie éolienne de 4,22 térawattheures d'ici à 2050. Soit 106 fois la production du Mont-Crosin, dans le Jura bernois, actuellement le plus grand parc éolien suisse. Pour y arriver, il faudrait construire chaque année à partir de 2015 trois nouveaux parcs éoliens de cette taille.

Mais pour l'instant, on est encore bien loin de pouvoir ne serait-ce qu'approcher cet objectif de trois nouveaux grands parcs éoliens par an. Cela est principalement dû aux longues et laborieuses procédures d'autorisation de construction. Outre les nombreuses contraintes environnementales, de nombreux obstacles purement bureaucratiques gênent ou empêchent eux aussi la construction d'éoliennes.

Avec sa politique d'autorisation très restrictive dans la prospection de sites adaptés, le canton de Berne freine lui aussi le développement de l'énergie éolienne. Ainsi, outre les critères environnementaux et de protection du paysage, des critères économiques peu compréhensibles viennent eux aussi s'opposer à l'inscription dans le plan directeur de sites où la vitesse des vents est élevée.

Ainsi, l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire refuse d'intégrer au plan directeur le massif d'Honegg, dans la commune d'Eriz, au motif que malgré la rapidité de ses vents il ne serait pas rentable.

Les autorités n'ont pas à décider depuis leurs bureaux si une éolienne pourrait être rentable ou non. Le marché règle la question de la rentabilité à sa manière. Car si une éolienne devait ne pas être rentable, personne n'investirait dans un tel projet.

Motivation de l'urgence:

Le projet de parc éolien dans le massif du Honegg, porté par une communauté d'intérêts de la commune-siège, dix autres communes de la région et plus de 100 membres de cette communauté, doit enfin être débloqué.

Réponse du Conseil-exécutif

Ces 10 à 20 dernières années, la technologie d'exploitation de l'énergie éolienne a connu un développement fulgurant. Les expériences pratiques faisaient cependant défaut et il fallait trouver des moyens d'exploiter cette nouvelle technologie non seulement d'un point de vue économique, mais aussi de manière écologique et en adéquation avec les besoins de la société. Il n'est dès lors pas surprenant qu'au cours de ces sept dernières années, le Grand Conseil ait traité toute une série d'interventions demandant la création de conditions claires pour la construction d'éoliennes. Ces conditions doivent offrir une sécurité des plans, aussi bien pour les investisseurs que pour la population qui vit à proximité des installations.

En adoptant la motion Flück / Moser (M 170/2010), en juin 2011, le Grand Conseil a chargé le Conseil-exécutif d'élaborer un plan directeur éolien cantonal en coordination avec les cantons voisins. Ce mandat a été exécuté en deux étapes.

Dans un premier temps, l'étude de base menée sous la responsabilité de la TTE¹ a permis de déterminer les périmètres susceptibles de se prêter à l'implantation d'éoliennes sur l'ensemble du territoire cantonal. A cet effet, les secteurs formant une entité géographique distincte et suffisamment exposés au vent ont été identifiés. Quant aux sites n'entrant par principe pas en ligne de compte en raison d'autres intérêts de protection, ils ont été désignés comme «zones d'exclusion». Les périmètres restants, susceptibles d'accueillir des parcs éoliens, ont été appréciés à la lumière des critères du développement durable afin qu'une prise en considération appropriée des intérêts relevant de la protection d'une part et de l'exploitation d'autre part soit garantie (évaluation en fonction des trois dimensions du développement durable que sont l'environnement, l'économie et la société). Les périmètres dont l'examen a révélé qu'ils possédaient des qualités minimales ont été désignés par le canton comme «territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes».

Au total, 23 territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes ont été définis. Ils se trouvent principalement sur les chaînes de montagne du Jura bernois, sur les collines de la zone préalpine ainsi que dans le Seeland.

Dans un second temps, les résultats de l'étude de base ont été intégrés au plan directeur cantonal² (inscription des territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes, actualisation des périmètres propices à l'implantation d'éoliennes conformément aux plans directeurs régionaux, adaptation des prescriptions cantonales pour la planification et la réalisation d'éoliennes).

Point 1 et 2

Dans la première et la deuxième demande, l'auteur de la motion vise l'adaptation de quelques indicateurs ponctuels qui ont été employés pour évaluer le respect des principes du développement durable et donc pour établir les modalités de détermination des territoires cantonaux potentiels pour l'implantation d'éoliennes. Ainsi, le domaine «rentabilité», qui inclut toute la dimension de l'économie dans le cadre de l'évaluation, doit intégrer uniquement l'indicateur de «vitesse moyenne du vent» et ne pas tenir compte d'autres aspects économiques tels que les travaux qui doivent être entrepris pour l'équipement routier et électrique.

Dans le cadre de la planification cantonale en matière d'énergie éolienne, la possibilité d'accorder une importance accrue à la vitesse moyenne du vent dans un périmètre donné avait été évoquée avant d'être rejetée au motif que l'importance économique serait insuffisamment prise en considération. Il n'était pas tenu compte, en particulier, du fait que le potentiel de production éolienne et par conséquent le potentiel de création de valeur dans la région, est plus important dans un périmètre large que dans un plus petit.

Pour le Conseil-exécutif, il est faux de n'apporter que de simples mesures correctives à la méthode développée dans le cadre de la planification cantonale en matière d'énergie. Celle-ci constitue un ensemble dont on ne peut simplement retirer quelques éléments en les remplaçant par d'autres. Il rejette par conséquent les demandes 1 et 2.

Le Conseil-exécutif est toutefois conscient du fait que la planification d'installations éoliennes dans le canton doit se poursuivre. Toute une série de conditions générales importantes, qui influencent l'exploitation de l'énergie éolienne, sont en cours d'élaboration (stratégie énergétique 2050, nouveau Concept d'énergie éolienne pour la Suisse, développement technique d'installations d'énergie éolienne de taille moyenne, etc.). Par conséquent, le Conseil-exécutif est prêt à examiner

¹ Canton de Berne / Office de la coordination environnementale et de l'énergie, 2012: Planification cantonale en matière d'énergie éolienne, Grundlagenbericht (étude de base)

² Adaptations du plan directeur de 2012, fiche de mesure C_21

les études de base relatives à l'énergie éolienne et, le cas échéant, à adapter la fiche de mesures C_21 du plan directeur. Il propose dès lors l'adoption des points 1 et 2 sous forme de postulat.

Point 3

Ces dernières années, le canton de Berne a clarifié la situation en matière de compétences, de processus et de conditions générales prévalant lors de l'octroi d'autorisations de parcs éoliens et a ainsi nettement accru la sécurité de la planification pour les requérants. Le Conseil-exécutif a déjà pu démontrer dans sa réponse à l'interpellation Muntwyler (012-2014), en présentant l'exemple de la dernière étape d'aménagement du parc éolien de Mont-Crosin, que si la planification est bien préparée pour un site approprié, il est parfaitement possible d'élaborer en une année environ le plan d'affectation (envoi de la demande d'examen préalable le 9 mai 2012, approbation du plan de quartier et octroi du permis de construire le 16 avril 2013).

Le Conseil-exécutif est persuadé qu'il est possible d'atteindre aujourd'hui déjà l'objectif visé par la motion, raison pour laquelle il propose l'adoption et le classement de ce point.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Points 1 et 2: adoption sous forme de postulat

Point 3: adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire 40, motion de M. Krähenbühl «Procédures de planification des parcs éoliens». Nous sommes en débat libre. M. Krähenbühl a la parole. Vous ne vous êtes pas annoncé. – C'est à vous.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich habe noch keinen Strom auf dem Mikrofon. (*Le micro est enclenché.*) Kein Strom – dies ist ein gutes Stichwort. Ohne Strom funktionieren auch die Mikrofone nicht. Seit dem Unglück in Fukushima sprechen alle über erneuerbare Energie. Der Bundesrat hat die Energiewende beschlossen und will bis 2050 alle Kernkraftwerke abschalten. Den fehlenden Strom will er durch erneuerbare Energie ersetzen. Sie wissen, dass es in diesem Saal Leute gibt, denen selbst das noch zu wenig schnell geht, und die das AKW Mühleberg ein paar Monate oder ein Jahr früher als geplant abschalten möchten. Wir stimmen ja fast in jeder Session über einen entsprechenden Vorstoss ab. Deshalb müssen wir etwas tun, um die erneuerbaren Energiequellen zu fördern. Der Bundesrat sieht in der Energiestrategie unter anderem vor, 4,2 Terawattstunden Energie durch Windkraft zu erzeugen. Dies entspricht mehr als der 100-fachen Kapazität des Windparks Mont Croisin. Dieser ist bisher der grösste Windpark der Schweiz. Wenn man jedoch irgendwo ein neues Wasserkraftwerk, eine neue Biogasanlage oder eben einen neuen Windpark bauen will, ist der Widerstand gross. Häufig sind es dieselben Kreise und Verbände, die gegen die fossile Energie und gegen die Kernenergie sind, die sich dann, wenn es konkret wird, auch gegen Projekte für erneuerbare Energie stellen. Dies betrifft insbesondere die Windenergie. Natur- und Landschaftsschützer wettern gegen das kleinste Windturbinchen, das auf irgendeinen Hügel gestellt werden soll. Dabei kommt es zu unheiligen Allianzen. Der ehemalige ALPIQ-Chef Giovanni Leonardi ist mittlerweile Vorstandsmitglied von Pro Natura Aargau, weil sich Pro Natura gegen die Windkraft stark macht.

Doch der Windenergie stehen auch bürokratische Hindernisse im Weg. Namentlich die Kriterien für die Aufnahme in den bernischen Richtplan sind sehr hoch. In der Fachwelt ist anerkannt, dass die durchschnittliche Windgeschwindigkeit das wichtigste Kriterium für einen rentablen Betrieb von Windparks ist. Der Kanton Bern stellt jedoch noch andere Kriterien auf, namentlich den so genannten Windkoeffizienten und den Erschliessungsaufwand. Beide Kriterien basieren jedoch nicht auf Erfahrungswerten und schon gar nicht auf Richtofferten. Es handelt sich vielmehr um rein theoretische Annahmen, die vom Schreibtisch aus getätigt werden. Darum werden Standorte, an denen es genügend Wind hätte, gar nicht in den Richtplan aufgenommen. Auf der anderen Seite hat man die Anforderungen an die durchschnittliche Windgeschwindigkeit gesenkt. Anstatt über 6 Meter pro Sekunde auf 100 Metern über dem Boden braucht es auf einmal nur noch 4,5 Meter pro Sekunde. Doch ohne genügend Wind kann man keinen Windpark rentabel betreiben. Für mich sieht es so aus, als würde man einen neuen Skilift mitten in einer Ebene bauen, wo es wenig Schnee und kein Gefälle hat, aber dafür einen Bahnhof und einen Autobahn-Anschluss. Das klingt absurd, doch genau dies tun wir mit der Richtplanung für die Windenergie. Für mich ist klar, dass die Investoren die Frage beantworten müssen, ob ein Windpark rentiert oder nicht und nicht die Beamten.

Zudem sprechen wir hier vom Richtplan, nicht von Baubewilligungen. Es gibt bei der Aufnahme in

den Richtplan noch zahlreiche andere Hindernisse, insbesondere auch ökologische Kriterien, die Auswüchse verhindern würden. Wenn man die Windenergie vorwärtsbringen will, muss der Richtplan möglichst offen gestaltet werden. So, wie er jetzt formuliert ist, wird es ausserhalb des Berner Juras kaum zusätzliche Windparks in diesem Kanton geben. Darum sind mein Mitmotionär Samuel Graber und ich der Ansicht, dass wir die Kriterien Windkoeffizient und Erschliessungsaufwand in dieser Form nicht mehr haben wollen.

Zum dritten Punkt der Motion: Auch die langen Planungsverfahren sind ein Ärgernis. Wenn wir das Ziel, bis 2050 die AKW durch Windparks zu ersetzen, erreichen wollen, müssten wir im Prinzip in der Schweiz drei grosse Windparks in der Grösse des Mont-Croisin-Parks bauen. Ich muss Ihnen nicht sagen, wie gross der Kanton Bern ist. Er ist der zweitgrösste Kanton der Schweiz und enthält einen grossen Teil des Jura- und des Alpenbogens. Der Kanton Bern müsste sich an diesem Vorhaben ganz sicher beteiligen. Mit der heutigen Kadenz erreichen wir dieses Ziel jedoch nicht. Wir schreiben in der Motion, dass die Verfahrensdauer von heute bis zu zehn Jahren halbiert werden muss. Der Regierungsrat hält dem entgegen, dass die Bewilligung für die Erweiterung des Windparks Mont Croisin nach nur einem Jahr vorlag. Ich kann Ihnen jedoch ein anderes Beispiel nennen. Das Projekt Montagne de Tramelan startete vor sechs Jahren. Ich habe mich erkundigt und erfahren, dass es frühestens im Jahr 2016 fertig sein wird. Es kann also keine Rede sein von einer Beschleunigung der Verfahren. Darum rufe ich Sie dazu auf, Ja zu sagen zu einem frischen Wind im Energiekanton Bern. Wir wollen auch in Zukunft Strom haben, um ins Mikrofon zu sprechen, und nicht gegen den Lärm im Saal anreden zu müssen, wie es mir soeben passiert ist.

La présidente. Il faudrait des porte-parole de groupes. Puisque vous êtes un tout petit peu plus tranquilles, j'aimerais vous expliquer comment nous allons continuer. Nous avons donc cette motion 40. L'affaire 41, motion de M. Brand, a été retirée. L'affaire 42 a aussi été retirée. L'affaire 43 n'a pas été retirée, mais il n'y a pas de porte-parole, je vous expliquerai cela après. Mme Perina-Werz qui est motionnaire, n'est plus au Grand Conseil, c'est Mme Kronenberg qui a repris cette motion mais il n'y a pas de porte-parole. – On me dit maintenant que l'affaire 43 est aussi retirée. Nous passerons ensuite à la Direction des finances, et comme je l'avais annoncé, les affaires 44, 45, 46, 47 et 48 seront traitées lundi, c'est fixe. Nous allons traiter ce matin les affaires 49 et 50. Les affaires 51 et 52 sont retirées. J'espère qu'à midi, on aura fini. On y va. M. Bauen pour les Verts, vous avez la parole, c'est à vous. *(La présidente agite sa cloche.)*

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Es ist klar, dass seit Fukushima Handlungsbedarf besteht, Herr Kollege Krähenbühl. Doch dies ist noch lange kein Grund, blindlings überall etwas hinzubauen, nur weil man es tun kann. Den Wildwuchs haben wir in den Anfängen der Windenergienutzung erlebt. Dies ist der Grund für den Widerstand, den du angesprochen hast. Man hat damals einfach den Finger in die Luft gestreckt, um zu schauen, ob es Wind hat, und hat dann schnell versucht, eine Anlage zu bauen. Deshalb gab es überall Widerstand. Es gab kein Konzept, man hat das Ganze dem Markt überlassen. Doch der Markt braucht auch hier eine gewisse Regulierung. Was ist dann geschehen? Wir hatten im Grossen Rat verschiedene Vorstösse, unter anderem auch die Motion Flück, die forderte, dass man eine Wind-Richtplanung erstellt. Genau dies hat man dann getan. Es ging um Folgendes: Man schaute, wo es Wind hat, und dann klärte man ab, ob es Gründe gibt, die dagegen sprechen, an einem bestimmten Ort einen Windpark zu bauen. Das Ziel bestand darin, die Windturbinen dort hinzustellen, wo man einen ganzen Windpark errichten kann, und wo die Zufahrten und Zuleitungen sich mit einem wirtschaftlich sinnvollen Aufwand erstellen lassen. Das Ziel bestand darin, eine nachhaltige Entwicklung zu fördern. Man hat dazu Umweltaspekte sowie gesellschaftliche und wirtschaftliche Aspekte angeschaut. Hier gibt es ein grosses Missverständnis, Kollege Krähenbühl: Es geht nicht um Richtofferten oder darum, ob die Kilowattstunde 18,05 oder 18,07 Rappen kostet, sondern es geht um die grundsätzlichen wirtschaftlichen Rahmenbedingungen. Es geht um Fragen wie: Gibt es bereits eine Zufahrt, oder kann man eine Strasse dorthin bauen? Kann man eine Leitung dorthin ziehen? An einem ungünstigen Standort müsste man in diese Bereiche ganz viel graue Energie und viele Ressourcen investieren. Doch mit diesen muss man haushälterisch umgehen.

Nun liegt der Plan vor, und man hat verschiedene Parks und Regionen ausgeschieden. In diesen Bereichen kann man nun erleichtert bauen. Es ist ähnlich wie bei der Wasserstrategie, wo man grüne, gelbe und rote Wasserstrecken definiert hat. Man kann sich an jene Orte halten, wo der Bau eines Windparks unter Berücksichtigung der gesamten Kriterien sinnvoll ist. Dann wird es nicht mehr zehn Jahre dauern, bis man dort einen Park errichten kann. Es hat keinen Sinn, nun

zurückzukrebsen und dem Wildwuchs Tür und Tor zu öffnen. Wenn man jetzt zurückkrebst und sagt, es zähle nur noch die Windgeschwindigkeit, oder man überlasse es dem Markt, zu entscheiden, wo man etwas bauen soll, dann verursacht man Widerstand. Wir haben gestern schon im Zusammenhang mit den Deponien über dieses Problem gesprochen. Diesen Widerstand wollen wir vermeiden. Wir wollen geordnet vorgehen. Aus diesen Gründen können wir der Motion überhaupt nicht zustimmen. Punkt 1, der verlangt, dass nur die durchschnittliche Windgeschwindigkeit zählt, können wir nicht akzeptieren. Dieser Punkt würde unter anderem bedeuten, dass man an jeder zugigen Hausecke ein Windrädchen aufstellen kann. Das wollen wir nicht, wir wollen Parks mit mehreren Windturbinen. Deshalb lehnen wir die Punkte 1 und 2 ab. Punkt 3 nehmen wir an und wollen ihn gleichzeitig abschreiben. Bei den Punkten 1 und 2 könnten wir allenfalls zu einem Postulat Hand bieten, damit man diese Problematik genauer anschauen kann.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Ich bin mit Antonio Bauen nicht ganz einverstanden. Mit den Punkten 1 und 2 fordern die Motionäre vereinfachte Kriterien zur Beurteilung der Wirtschaftlichkeit, die in den Richtplänen für Windenergieanlagen festgehalten sind. Sie sagen, dass der Markt, also die möglichen Investoren, die Wirtschaftlichkeit selber beurteilen können. Unbestritten bleiben hingegen die Kriterien betreffend wertvolle Landschaften, Naturschutzgebiete, Moorlandschaften, Bauzonen und so weiter. Die Absicht des Kantons, die Erschliessungskosten für Windenergie-Anlagen zu beurteilen, ist an sich gut gemeint und richtig. Aber ist dies wirklich notwendig? Solange dem Kanton keine Kosten oder sonstige Aufwände entstehen, kann man die Berechnungen der Wirtschaftlichkeit getrost den Investoren und den Betreibern überlassen. Der Grund für diese Motion liegt im Eriz. Es gab schon einmal eine ähnliche Motion. Das betroffene Gebiet ist vom Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) aus Gründen der Wirtschaftlichkeit nicht in den Richtplan aufgenommen worden. Samuel Graber darf in der März-Session 2015 einfach keine Motion für den Ausbau der Strassen einreichen, die auf die Honegg hinaufführen, damit man die grossen Turbinen dort hinaufschleppen kann! Die BDP kann diese Motion mehrheitlich unterstützen, auch im Bewusstsein, dass wir in die Kriterien und Voraussetzungen, die auf dem «Massnahmenblatt C_21» festgehalten sind, eingreifen. Aus Sicht unserer Fraktion handelt es sich um einen pragmatischen Versuch, die Regionen, die die Windenergie voranbringen wollen, in ihren Bemühungen zu unterstützen. Vielleicht kommt es in unserem Kanton doch noch zu ein paar Windkraftwerken. Der Weg dorthin ist sowieso noch sehr lang. Gegen den geplanten Windpark in Tramelan, von dem wir soeben gehört haben, sind, soviel ich weiss, rund 150 Einsprachen hängig. In vielen Gebieten, die im Richtplan aufgeführt sind, werden niemals Windräder stehen. Dort kommt es aus ganz anderen Gründen nie zu einer Planung, geschweige denn zum Bau eines Windparks. Die Wirtschaftlichkeitskriterien dürfen aus unserer Sicht ruhig überarbeitet werden. Wir werden die für die Energiewende geforderten Windenergie-Kapazitäten auch so nicht annähernd erreichen. Die BDP stimmt den Punkten 1 und 2 der Motion grossmehrheitlich zu. Punkt 3 stimmen wir ebenfalls zu, und wir wollen ihn nicht abschreiben.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die glp ist diesem Vorstoss gegenüber sehr ambivalent eingestellt. Ich denke, es ist bekannt, dass wir voll hinter der Windenergie stehen. Wir stehen auch hinter der Wasserkraft und hinter der Solarenergie. Es ist uns allen bewusst, dass Kompromisse manchmal nötig sind. Was die Motionäre wollen, ist jedoch etwas seltsam. Stellen Sie sich vor: Wenn man Punkt 1 annehmen würde, wäre die Windgeschwindigkeit das einzige Kriterium. Es gibt aber noch ganz andere Faktoren, wie zum Beispiel die Nachhaltigkeit. Antonio Bauen hat dies auch schon gesagt. Für uns ist sie ein sehr wichtiges Kriterium. Wir können uns nicht verkneifen, auf Folgendes hinzuweisen: Wenn Sie eine Regionalkonferenz gegründet hätten, dann hätten Sie sich an diese wenden können. Eine Regionalkonferenz kann sich bei genau solchen Anliegen massgeblich einbringen. Ich bin froh, dass wir dies im Emmental geschafft haben. Unseren Wind-Richtplan gibt es sicher nicht zuletzt dank den Arbeiten und Anstrengungen der Regionalkonferenz. Auch wenn wir nun alle Punkte der Motion überwiesen, würde sich wahrscheinlich bei Ihnen im Eriz gar nichts ändern, weil die Wirtschaftlichkeit trotzdem gegeben sein muss. Man kann sich natürlich die Frage stellen, ob der Kanton festlegen muss, was wirtschaftlich ist. Wahrscheinlich sagt die Wirtschaft, was wirtschaftlich ist. Dies ist dann der Fall, wenn man einen Investor finden kann. Der zweite wesentliche Punkt ist die Erschliessung. Meinst du, Samuel Krähenbühl, der Kanton übernehme die Erschliessung? Es braucht einen Investor, der die Erschliessung übernimmt. Wenn die entsprechenden Faktoren, wie genügend Wind und eine gute Zufahrtsstrasse, vorhanden sind,

ist es wahrscheinlich möglich, einen Investor zu finden. Die Nachhaltigkeit ist auch ein wesentlicher Punkt. Es erscheint uns falsch, die Kriterien in der geforderten Weise zu reduzieren. Selbstverständlich ist es für uns von der glp auch wichtig, dass es nicht zehn Jahre dauert, bis eine Anlage bewilligt ist. Ich denke aber, dass so ein Bewilligungsverfahren auch nicht unbedingt zehn Jahre dauert. Es sind nicht immer die kantonalen Mühlen, die sich zu langsam drehen. Manchmal sind es auch die lieben Nachbarn und die Neider, die etwas immer weiter ziehen. Ich denke, dies müssten wir näher anschauen. In der «Bauernzeitung Online» vom 25. Juli fand ich folgende Schlagzeile: «Viel Wirbel um den Honegg-Wind». Wenn wir die Motion annehmen und Sie bis übermorgen trotzdem keinen Investor haben, lautet die Schlagzeile vielleicht: «Ein Sturm fegt über die Honegg, und die Mühlen drehen sich immer noch nicht.»

Die glp ist hier etwas hin- und hergerissen. Es ist klar, dass die Wirtschaftlichkeit an erster Stelle steht, doch die Natur tut dies auch. Wir werden die ersten beiden Punkte als Postulate annehmen und den letzten Punkt als Motion annehmen und abschreiben. Ich denke nicht, dass der Kanton noch viel effizienter werden kann. Wir möchten mit dem Postulat trotzdem ein Signal aussenden, dass der Kanton nochmal über die Bücher gehen soll und die Kriterien vielleicht nochmal anschauen muss. Dann habe ich noch eine Frage an Samuel Krähenbühl: Haben Sie denn einen Investor? Wenn Sie einen haben, müsste der Kanton wirklich über die Bücher gehen. Es wäre schade, ein Gebiet aus irgendwelchen Gründen nicht zu erschliessen, wenn dort ein Windpark wirtschaftlich betrieben werden könnte.

Meret Schindler, Berne (PS). Die SP-Fraktion findet es sehr wichtig, dass die Windenergie gestärkt wird. Es kann jedoch nicht sein, dass bei der Wirtschaftlichkeitsprüfung ausschliesslich die Windgeschwindigkeit gemessen wird. Weil wir jedoch der Auffassung sind, dass man diese stärker gewichten sollte, gibt es einzelne unter uns, die Punkt 1 als Postulat unterstützen würden. Zu Punkt 2: Ich weiss nicht, ob der Punkt einfach unglücklich formuliert wurde. Aber wir können nicht unterstützen, dass es ausschliesslich um die Windgeschwindigkeit geht und die gesellschaftlichen und ökologischen Fragen ausgeklammert werden. Deshalb lehnen wir Punkt 2 auch als Postulat ab. Was Punkt 3 betrifft, gehen wir mit dem Regierungsrat einig: Diesen kann man annehmen, denn es ist immer wichtig, vorwärts zu machen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Windkraftwerke müssen wir dorthin stellen, wo es Wind hat. Wenn wir Solarzellen montieren, tun wir dies an einem sonnigen Ort, und Wasserkraftwerke bauen wir dort, wo mit Wasserkraft Strom produziert werden kann. Das Kriterium für ein Windkraftwerk ist nun einmal die Windgeschwindigkeit in Metern pro Sekunde. Die geeigneten Standorte wurden in der ganzen Schweiz bereits eruiert und auf einem Plan eingezeichnet. Es geht jetzt nur noch darum, dass wir die Standorte im Kanton Bern in den Richtplan übertragen und die Kriterien festlegen. Lieber Antonio Bauen, liebe Grüne, mir ist klar, dass die Qualität der Landschaft ein wichtiger Aspekt ist. Aber es geht hier nur um eine Planung, nicht um eine Bewilligung. Man will nicht alles zusammen ad hoc erledigen, sondern zuerst bei den Standorten, die man in den Richtplan aufnehmen kann, ein effizientes Planungsverfahren durchführen. Deshalb ist diese Motion nach Ansicht der SVP-Fraktion richtig. Es ist richtig, dass man die Wirtschaftlichkeitsprüfung anhand der Windgeschwindigkeit vornimmt, und keine anderen Kriterien hinzuzieht. Der Erschliessungsaufwand und der Windkoeffizient sind hingegen keine Kriterien für die Aufnahme eines Gebiets in den kantonalen Richtplan. Warum nicht? Das Argument, dass man neue Strassen bauen muss, zählt nicht mehr. Es gibt heute Helikoptertransporter, welche die schweren Bestandteile der Windturbinen durch die Luft verfrachten können. Vor zehn Jahren war dies noch nicht möglich.

Zu Punkt 3, der die Beschleunigung des Planungsverfahrens von zehn auf fünf Jahre vorsieht: Wir sind wohl alle bereit, diesem Anliegen zusätzliches Gewicht zu verleihen. Deshalb unterstützt die SVP auch diesen Punkt einstimmig. Die SVP unterstützt somit alle drei Punkte einstimmig als Motion.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Wenn wir die Energiewende schaffen und einen wirksamen Klimaschutz erreichen wollen, sind grosse Anstrengungen erforderlich. Im Vordergrund stehen einerseits Energiesparmassnahmen, und andererseits die Förderung der erneuerbaren Energien. Dazu gehört ganz klar der Ausbau der Windenergie. Besonders im Kanton Bern gilt es, die bestehenden Potenziale besser zu nutzen. Die Nutzung der Windenergie muss nicht nur wirtschaftlichen Kriterien genügen, sie muss auch umweltverträglich und nachhaltig sein. Andererseits darf es auch nicht sein, dass durch eine allzu restriktive Bewilligungspraxis vielversprechende

Projekte verunmöglicht werden. Deshalb braucht es ein effizientes Planungsverfahren und vernünftige, sinnvolle Prüfungskriterien, die genügend Handlungsspielraum für den Bau von Windenergie-Anlagen an vielversprechenden Standorten schaffen. Die EVP unterstützt die Stossrichtung der vorliegenden Motion und hegt gewisse Sympathien für das Anliegen der Motionäre. Für uns ist das Argument einleuchtend, dass kaum ein Investor eine Anlage bauen wird, die schlecht rentiert und schwer zu erschliessen ist. Trotzdem sind wir mit den Motionären nicht ganz einig. Wir erachten es als sachlich falsch und nicht zielführend, einzelne Indikatoren, die zur Nachhaltigkeitsbeurteilung und damit zur Festlegung der kantonalen Wind-Prüfräume verwendet werden, isoliert anzupassen. Gerade bei einer Nachhaltigkeitsprüfung braucht es dringend auch eine Gesamtsicht. Dazu gehört auch die Prüfung der Wirtschaftlichkeit, und namentlich des Erschliessungsaufwands, zwingend dazu. Hingegen erachtet es die EVP als sinnvoll, dass die Regierung die Planungsgrundlagen für die Windenergie überprüft und gegebenenfalls auch anpasst. Das Ziel muss darin bestehen, dass wir im Kanton Bern das Potenzial der Windenergie stärker nutzen können, als dies heute der Fall ist. Gute Projekte dürfen nicht durch bürokratische Hindernisse verunmöglicht werden. In diesem Sinne unterstützt die EVP die Motion in allen drei Punkten in Form eines Postulats. Bei Punkt 3 bestreiten wir die Abschreibung nicht.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Die FDP hat mit dem Vorstoss von Peter Moser und mir bewiesen, dass sie hinter der Windenergie steht und diese auch grundsätzlich im Kanton Bern voranbringen will. Nicht zuletzt deshalb haben wir die Planungsgrundlage gefordert, welche die Regierung inzwischen entsprechend umgesetzt hat. Wir sind grundsätzlich der Meinung, dass man das Potenzial optimal nutzen soll. Andererseits hat man mit der Planung, die wir gefordert haben, einen bestimmten Weg eingeschlagen. Man hat Kriterien festgelegt und die Planung nach diesen ausgerichtet. Wir sehen diesen Weg als richtig an und haben nun etwas Mühe damit, einzelne Kriterien derart explizit mit einer Motion festzulegen. Dies ist aus unserer Sicht nicht ganz richtig. Die Regierung zeigt in ihrer Antwort auf, dass sie bereit ist, das Anliegen zu prüfen. Sie ist bereit, das Massnahmenblatt allenfalls entsprechend anzupassen, wenn sich einzelne Komponenten ändern, zum Beispiel im Hinblick auf die Energiestrategie, welche in den nächsten Wochen im nationalen Parlament beraten wird. Die FDP-Fraktion ist bereit, die Punkte 1 und 2 als Postulat zu unterstützen. Eine Motion lehnen wir ab. Bei Punkt 3 sieht es anders aus. Dort sind wir der Meinung, dass man die Massnahmen, die man bereits getroffen hat, um die Verfahren zu beschleunigen, durchaus weiter verstärken kann. Deshalb finden wir, dass man diesen Punkt als Motion überweisen soll. Wir sind dagegen, ihn abzuschreiben. Wir möchten hier den Druck aufrechterhalten.

La présidente. Je saisis l'occasion pour saluer nos visiteurs de l'Université de Berne. Il s'agit d'étudiants de l'Institut de sciences politiques, l'Institut für Politikwissenschaft, qui, dans le cadre de leur cours avec M. Wirz, nous font l'honneur de nous rendre visite. Nous sommes heureux que l'Université s'intéresse aux parlements cantonaux, parce que souvent, entre la Confédération et les communes, on oublie les cantons, et surtout on oublie que les cantons fournissent 40 pour cent des prestations publiques et les communes 30 pour cent. Comme vous le savez, nous sommes à la troisième session après l'entrée en vigueur du nouveau droit parlementaire et j'espère que vous recevrez ce matin un petit aperçu de notre travail parlementaire. Soyez les bienvenus (*applaudissements*). M. Aeschlimann pour le PEV, vous avez la parole. (*La présidente agite sa cloche.*)

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Wenn die SVP über Fukushima spricht, werde ich hellhörig und kann es nicht unterlassen, mich hier zu Wort zu melden. (*Agitation, la présidente agite sa cloche.*) Wenn wir hier grundsätzliche energiepolitische Diskussionen führen und dabei die Weichen in Richtung erneuerbare Energien stellen könnten, gibt es jeweils fundamentale Opposition. Sobald aber ein Problem das eigene Gärtchen betrifft, macht man einen Vorstoss. Dieses Verhalten erleben wir im Grossen Rat immer wieder. Doch welche Motive auch immer dahinter stehen mögen: Dieser Vorstoss hat seine Berechtigung. Wir müssen jede Gelegenheit ergreifen, um mehr Strom aus erneuerbaren Energien zu produzieren. Insofern kann ich dem Vorstoss auch etwas Gutes abgewinnen. Wir haben das Argument gehört, dass man zuerst schauen müsse, ob die notwendigen technischen Voraussetzungen gegeben und die Investoren vorhanden seien. Ich bitte die Regierung, dieses Argument in den Hintergrund zu rücken. Man hätte bei der Fotovoltaik ähnlich

argumentieren können. Es gibt auch Gründe, die gegen eine Nutzung der Fotovoltaik sprechen, und es gibt Fragen, die man klären muss, zum Beispiel betreffend die Blendwirkung oder die ästhetische Beeinträchtigung eines Dachs. Trotzdem bin ich der Meinung, dass ein Investor Geld in ein Dach stecken darf, wenn er dies tun will. Es braucht jede Investition in die erneuerbare Energie. Insofern denke ich, dass dieser Vorstoss ein richtiges Zeichen setzt.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Mit der Windenergie verhält es sich ähnlich wie mit den Handy-Antennen: Jeder möchte sie und spricht davon, aber keiner will sie bei sich haben. Mich erstaunt es, dass man im Richtplan die Windgeschwindigkeit von 6 auf 4,5 Meter pro Sekunde herabgesetzt hat, damit die Zahl der möglichen Standorte steigt. Dadurch generiert man nur zusätzlichen Verwaltungsaufwand, denn es wird mehr Einsprachen geben an Orten, wo sich eine Anlage ohnehin nicht lohnt. Letztendlich entscheidet der Investor, ob etwas rentiert oder nicht. Ob es sich nun um eine Solaranlage oder um einen Windpark handelt: Letztendlich geht es immer um die Rendite. Auch die Erschliessungskosten klärt der Investor ab. Ich habe zuhause auch eine Solaranlage. Ich habe niemanden gebraucht, der mir gesagt hat, ob die Leitung zu dieser Anlage rentiert oder nicht. Das konnte ich selber abklären und entscheiden.

La présidente. Monsieur Schlup, vous avez en fait parlé en tant qu'intervenant personnel. Monsieur Graber, comme motionnaire, vous avez trois minutes.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich hätte es lieber gehört, wenn Sie gesagt hätten: «Wir stehen voll dahinter, und wir stimmen der Motion auch zu», anstatt zu sagen: «Wir stehen voll dahinter, aber...». Ein kurzer Rückblick: Der Bau von Windenergieanlagen in Wäldern und an Waldrändern wurde mit 138 gegen 1 Stimmen angenommen. Der Planung und dem Bau eines Windparks im Gebiet Honegg wurde mit 141 gegen 1 Stimmen zugestimmt. Diese beiden Motionen wurden am 24. Mai 2011 eingereicht. Sie wurden am 1. Februar 2012 hier im Saal beraten und entschieden. Damals gab es eine breite Zustimmung. Das Grossereignis, das wir heute auch schon erwähnt haben, war uns damals wohl noch näher als heute. Darum gibt es heute auch mehr Opposition gegen einen solchen Vorstoss. Man hat die Honegg nicht in den Windrichtplan aufgenommen. Es ist eine Illusion, zu glauben, dass wir im Kanton Bern genügend Windkraftstandorte haben, die einfach zu erschliessen sind. Mein Vorredner und Mitmotionär hat es gesagt: Wenn man einen Skilift in der Ebene baut, ist er zwar leicht zugänglich, doch er nützt nicht viel. Wir müssen bedenken, dass es auf den Hügeln Wind hat und nicht unten in den Tälern. Man hat das Gebiet nicht in den Windrichtplan aufgenommen, und man hat uns gesagt, wir sollten eine Zugänglichkeitsabklärung vornehmen. Dies haben wir getan, doch das Gebiet ist immer noch nicht im Windrichtplan aufgeführt. Was muss denn noch passieren, damit man ein solches Projekt endlich realisieren kann? Die Frage nach einem Investor ist leicht gestellt. Bei den Kriterien, die wir heute haben, ist es recht schwierig, einen solchen zu finden. Deshalb ist es auch nicht so einfach, diese Projekte weiterzuverfolgen und schliesslich auch zu realisieren. Darum haben wir diese Motion eingereicht. Vielleicht kann man das Licht hier im Saal noch etwas heller einstellen, damit alle eine Erleuchtung haben und der Motion so zustimmen, wie wir es fordern. Ich wäre froh, wenn Sie der Motion zustimmen könnten.

La présidente. Je n'ai plus d'intervenants à titre personnel. Ainsi, M. le conseiller d'Etat, vous avez la parole.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Wo ein starker Wind weht, stellen wir einen Windpark auf, so will es der Motionär. Überall, wo es Wasser hat, bauen wir demzufolge ein Wasserkraftwerk, und wo es Schnee hat, einen Skilift. Dann stellen wir in New York einen Skilift auf, denn dort hat es im Augenblick recht viel Schnee. Leider gibt es in dieser Stadt keinen Abhang. Dafür können wir in der Antarktis ein Eishockey-Stadion errichten. Geschätzte Frauen und Männer, ganz so einfach ist es nicht! Erstens wollen wir den schönen Kanton Bern nicht mit Windparks «zuspargeln». Wir wollen zur Landschaft Sorge tragen, wie schon gestern gesagt wurde. Bei der Montagne de Tramelan ist der Kanton nicht für die Verzögerungen verantwortlich, hier gibt es andere Gründe. Das Planungsverfahren des Amts für Gemeinden und Raumordnung (AGR) ging zügig voran, doch es liegen verschiedene Einsprachen vor. Bitte vermischen Sie dies nicht! Hinzu kommt Folgendes: Wir können nicht nur Strom produzieren, wir müssen auch schauen, wie wir diesen ins Netz einspeisen und zu den

Konsumentinnen und Konsumenten bringen. Wir müssen uns fragen, ob es nötig ist, für die Erschliessung ein Naturschutzgebiet oder einen Wald zu durchqueren, wie dies beispielsweise im Eriz der Fall ist. Es geht nicht nur um die Frage, wie schnell der Wind weht. Wir können auch nicht von einem Markt sprechen, wir haben hier eine Planwirtschaft. Deshalb ist es richtig, dass der Kanton ein bisschen mitredet. Man darf auch die Kosten nicht aus den Augen verlieren, auch wenn man möglichst schnell ganz viele Windparks bauen will. Wir können nicht einfach einen Faktor isolieren und als einziges Entscheidungskriterium verwenden. Weil der Regierungsrat jedoch wie der Motionär Verbesserungen und Erleichterungen in diesem Bereich ermöglichen will, ist er bereit, die Punkte 1 und 2 als Postulat anzunehmen und Punkt 3 anzunehmen und abzuschreiben. Wir arbeiten im öffentlich-rechtlichen Bereich so rasch wie möglich. Gehen Sie zu den Leuten, die Einsprachen einreichen und auf diese Weise Verzögerungen bewirken. Diese Leute müssen Sie überzeugen, damit es nicht zehn Jahre dauert, bis ein Windpark realisiert werden kann.

La présidente. Est-ce que le motionnaire veut encore la parole? – Vous avez trois minutes.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich habe während der Debatte ein bisschen gestaunt, insbesondere über die Voten von Antonio Bauen und Kollega Grimm betreffend Wildwuchs. Es ist nicht so, dass wir einen Wildwuchs haben wollen. Wir stellen die anderen Kriterien nicht in Frage. Es sind in vielen Fällen nicht die Umweltkriterien, die einem Projekt im Wege stehen. Wir wollen auch nicht überall Windturbinen hinstellen. Dazu möchte ich dem Regierungsrat etwas sagen: Bei unserem Windpark Honegg war der Naturschutz erstaunlicherweise nicht das Problem. Wir waren der Auffassung, dass der Wald das Problem sei, doch bei der Aufnahme in den Richtplan war dies gar nicht das Killerkriterium, sondern die Wirtschaftlichkeit. Eine Anmerkung noch an Kollega Grimm: Am 25.10. dieses Jahres fand eine Veranstaltung statt mit dem Titel «Bike to Wind», fahr zum Windpark Honegg-Eriz. Mit dabei war auch Nationalrat Jürg Grossen. Organisiert wurde der Anlass von der glp Thun. Man schmückt sich also mit unseren Federn. Deshalb hätte ich wenig Verständnis, wenn man uns dann hier nicht zustimmen wollte.

Eine Anmerkung noch zur Suche nach einem Investor: Wir arbeiten mit der Firma Considerate zusammen, die uns schon seit längerem berät. Sie ist übrigens auch in Projekte im Mittelland involviert. Ich habe letzte Woche mit Urs Seiffert, dem Geschäftsführer, telefoniert. Dieser sagte mir, dass die Projekte im Mittelland, an denen sie beteiligt seien, es in Sachen Wirtschaftlichkeit schwer haben würden, weil der Wind zu wenig stark wehe. Für uns hingegen, sagt er, könne er auch Investoren gewinnen, wenn es genügend Wind habe. Doch wenn das Gebiet nicht im Richtplan steht, wird es schwierig.

Zu den einzelnen Punkten: Wir sind bereit, den ersten Punkt in ein Postulat umzuwandeln. Warum? Wir fordern, dass die durchschnittliche Windgeschwindigkeit das einzige Kriterium für die Aufnahme in den Richtplan sein soll. Wir stellen fest, dass der Regierungsrat bereit ist, sich hier ein bisschen zu bewegen. Wenn sich hier etwas bewegt, möchten wir nicht ausschliessen, dass man noch andere Kriterien aufnehmen kann. Den zweiten Punkt hingegen möchten wir aufrecht erhalten. Wir fordern ja, dass der Windkoeffizient und der Erschliessungsaufwand keine Kriterien mehr sein dürfen. Daran möchten wir festhalten. Dasselbe gilt für den Punkt 3, bei dem wir auch die Abschreibung bestreiten.

La présidente. Nous passons au vote. Si j'ai bien compris, vous n'avez rien transformé du tout. Si, le premier point, en postulat, ok. Le vote point par point a été demandé, donc nous votons sur le point 1 en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 132

Non 16

Abstentions 5

La présidente. Vous avez accepté le point 1 en tant que postulat. Nous passons au point 2 en tant

que motion. Ceux qui acceptent ce point 2 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 84

Non 64

Abstentions 5

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous passons au point 3, tout d'abord en tant que motion, et après pour le classement. Ceux qui acceptent ce point 3 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 129

Non 24

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce point en tant que motion. Nous passons au classement. Ceux qui aimeraient classer ce point 3 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 58

Non 92

Abstentions 3